

CRISES DU CAPITALISME, CRISES DU LIBÉRALISME, ET LE PARTI FASCISTE

[Maria Kakogianni](#)

Éditions Lignes | « [Lignes](#) »

2012/3 n° 39 | pages 199 à 207

ISSN 0988-5226

ISBN 9782355261138

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-lignes-2012-3-page-199.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Éditions Lignes.

© Éditions Lignes. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Crises du capitalisme, crises du libéralisme, et le parti fasciste

Maria Kakogianni

Dans *La Naissance de la biopolitique*, Foucault propose une intelligibilité du libéralisme, loin d'une simple théorie économique en tant qu'art de gouvernement. Il fait alors une distinction, qui peut nous être utile pour penser la « crise » actuelle, entre crises du capitalisme et crises du libéralisme. « *Les crises du libéralisme, vous pouvez les trouver en liaison avec les crises de l'économie du capitalisme. Vous pouvez les trouver aussi en décalage chronologique à l'égard de ces crises, et de toute façon la manière même dont ces crises se manifestent, dont ces crises se gèrent, dont ces crises appellent des réactions, donc ces crises provoquent des réaménagements, tout ceci n'est pas directement déductible des crises du capitalisme*¹. »

La « crise » actuelle a commencé en 2008 en tant que crise économique, pour prendre petit à petit la dimension d'une crise politique; en 2012 précisément, lorsque des *gouvernements des banquiers* apparurent en Grèce et en Italie; on parla alors de *coups d'État parlementaires*. Face à la violente offensive néolibérale contre les acquis sociaux, l'État-providence et les services publics, à travers tous ces plans d'austérité, il faut essayer de penser si, comment, et dans quelle mesure la raison libérale elle-même est entrée en crise.

Pour sortir de la crise de 1929, il a fallu l'adoption de toute une série de politiques keynésiennes dans lesquelles l'État a joué un rôle important de régulateur; mais le rôle de la Deuxième Guerre mondiale n'a pas été négligeable non plus pour que le Capital retrouve un certain niveau de profit. Au tournant du siècle, en 2000, Negri et Hardt formèrent l'hypothèse d'un

1. M. Foucault, *Naissance de la biopolitique*, Paris, Seuil, 2004, p. 71.

« Empire » pour désigner une nouvelle forme de souveraineté, composée d'une série d'organismes nationaux et supranationaux unis par une logique gouvernementale unique. Ils soulignent alors qu'un des premiers *symptômes* de l'avènement de cet Empire est la souveraineté déclinante des États-nations et leur incapacité croissante à réguler les échanges économiques¹.

Je formerai l'hypothèse paradoxale que la présente crise ne couronne pas la souveraineté déclinante des États-nations au profit de l'Empire. Dans la manière dont cette crise se manifeste, dont cette crise se gère et appelle des réaménagements, ce n'est pas la raison d'État, mais la *raison d'Empire* qui est soumise à de rudes épreuves. Autrement dit, la présente crise ne démontre pas l'incapacité croissante des États-nations à réguler les échanges économiques, mais l'incapacité des organismes supranationaux et des instances décisionnaires (FMI, UE, G8, etc.) à faire face à cette crise du dérèglement. Et tous les remèdes idéologiquement fidèles qui répondent par plus de dérèglements ne font qu'aggraver la crise. En réaction, apparaissent des nationalismes galopants et un processus de fascisation en marche. À ce titre, « la crise grecque » est le symptôme de l'incapacité de la raison libérale à gérer la crise par des cures d'austérité et des thérapies de choc infligées aux États.

Du plan de sauvetage à la mesure formelle

D'une certaine manière, la « fin de l'Histoire » annonçait que, désormais, capitalisme et libéralisme allaient cheminer ensemble, main dans la main, vers la construction d'un globe pacifique et unifié, sous l'emblème de la démocratie libérale. Après les expérimentations totalitaires du xx^e siècle et la désintégration du bloc soviétique, il semblait acquis que le marché libre avait un penchant « naturel » pour la société anti-autoritaire, relativement permissive et tolérante. Le capitalisme à l'asiatique, avec son grand laboratoire chinois, est en train actuellement de démontrer que ce beau mariage, si joliment célébré, flirte avec le divorce.

1. M. Hardt & T. Negri, *Empire*, Paris, Exils, 2000, p. 16.

Foucault consacre une partie de ses analyses au modèle néolibéral allemand, l'ordo-libéralisme ou « économie sociale de marché ». Dont le principe n'est nullement celui de la non-intervention de l'État. L'État doit au contraire intervenir et même constamment, mais seulement sur le plan social. L'interprétation libérale des erreurs du passé, c'est que l'État intervenait dans l'économie en lui fixant une finalité : la réduction de la distance entre pauvres et riches, un certain type de consommation, etc. C'est ce qu'on appelle une *planification économique* : comment faire pour obtenir tel ou tel résultat économique ? La gouvernementalité néolibérale consiste à libérer l'économie d'une quelconque finalité. Le *plan* est remplacé par la *loi formelle*. Il ne faut pas assurer telle ou telle fin, mais les conditions pour le libre jeu des entreprises en concurrence. Ce qui se traduit par un minimum d'interventionnisme économique et un maximum d'interventionnisme juridique en ce qui concerne « les règles du jeu » et la gestion des frictions entre les joueurs.

Au cœur de cette gouvernementalité, Foucault pointe une règle en quelque sorte supplémentaire et inconditionnelle régissant le jeu : la *clause de sauvegarde* des joueurs. Il doit être rendu impossible que l'un des partenaires du jeu économique perde tout et ne puisse continuer de jouer. Foucault y voit une sorte de *contrat social à l'envers*¹. En faisant un raccourci rapide, le problème aujourd'hui, avec l'explosion des dettes souveraines, c'est qu'il y a des joueurs qui risquent de se mettre hors-jeu, et non les moindres, des États entiers.

D'une certaine manière, l'Union européenne est cette espèce de contrat social à l'envers. Le libéralisme classique du XVIII^e siècle pose la question de savoir comment, à l'intérieur

1. « Sorte de contrat social à l'envers, c'est-à-dire que, dans le contrat social, font partie de la société ceux qui veulent et qui, virtuellement ou actuellement, ont souscrit, jusqu'au moment où ils s'en excluent. Dans l'idée du jeu économique il y a ceci : c'est que personne n'a tenu à faire partie originairement du jeu économique et, par conséquent, c'est à la société et à la règle du jeu imposée par l'État de faire que personne ne soit exclu de ce jeu à l'intérieur duquel il s'est trouvé pris sans avoir jamais voulu explicitement en faire partie » (Naissance de la biopolitique, op. cit., p. 207).

d'un État constitué, faire place à la liberté du laisser-faire. Le néolibéralisme allemand a renversé cette question. Le problème qui s'est posé à l'Allemagne de l'après-guerre, c'est : comment faire *exister un État* à partir d'une liberté économique. L'euro et le projet de l'Union européenne ne sont que l'extension de cette même logique ; sauf qu'il ne s'agit plus de faire exister un État, mais une instance supra-étatique – ou ce que Balibar a appelé un « *étatisme sans État* » – dans laquelle les États deviennent des acteurs comme les autres, à savoir des entreprises en concurrence. Durant les années 70-80, des lois ont été votées pour obliger les États à se financer auprès des marchés ; ce fut la fin de la « planche à billets », c'est-à-dire de l'émission de monnaie pour les besoins de l'État. Ce qui a ouvert la possibilité qu'un État ne puisse plus se financer auprès des marchés et donc, d'une certaine façon, soit mis hors jeu.

Pour Foucault, le véritable *sujet* de la société néolibérale est l'entreprise. En d'autres termes, la démultiplication de la forme-entreprise constitue l'enjeu principal de la politique néolibérale. Depuis la transition des années 70-80 et tout au long de cet interminable Thermidor néolibéral de la « fin de l'Histoire », il s'agit de projeter la forme entreprise sur les États (mais aussi sur les universités, les hôpitaux, etc.¹) Il faut ajuster les règles du jeu pour que les États-Unis et le Japon puissent être en compétition pour conquérir les marchés mondiaux, de la même façon que, par exemple, Coca-Cola avec Pepsi.

Derrière tous les chantages qui touchent à la sortie de la Grèce de la zone euro si celle-ci n'observe pas les plans d'austérité, il faut apercevoir une autre « sortie » qui, elle, est déjà effective. À l'intérieur de la zone euro, nous avons actuellement un acteur hors-jeu, et peut-être bientôt d'autres. Comment faire en ce cas, étant donné la clause de sauvegarde des joueurs ?

1. En 1994, l'économiste Paul Krugman écrivait : « *Après tout, la rhétorique de la compétitivité, la thèse selon laquelle, pour reprendre les termes du président Clinton, chaque État est "comme une grande entreprise en compétition sur le marché mondial", est devenue dominante parmi les leaders d'opinion du monde entier.* » (*La Mondialisation n'est pas coupable*, Paris, La Découverte, 2000, p. 18.)

La situation rassemble à celle des politiques néolibérales pour les chômeurs et autres exclus dans le cadre d'une économie nationale. Si la crise économique a produit ou accéléré l'expulsion provisoire d'un joueur, la première réponse a été celle de « l'assistanat¹ ». C'est-à-dire à assurer un revenu minimum d'existence, une sorte de RMI ou RSA pour les États, en échange de quelques réformes structurelles. L'objectif des premiers mémorandums infligés à Grèce n'était pas de la remettre en selle pour retrouver vite « les marchés », c'est-à-dire retrouver le jeu. À ce titre, nous ne pouvons pas dire qu'ils ont échoué. De tous les côtés, on a admis dès le début que les *plans de sauvetage* étaient insuffisants. Or, l'erreur consiste à raisonner en termes de plan selon le vieux modèle de la planification économique avec une finalité précise, alors que le néolibéralisme raisonne en termes des mesures formelles.

Bienvenue dans le laboratoire du réel

Qu'en est-il alors du laboratoire ? Ou bien le libéralisme n'est absolument pas en crise, et, au contraire, il profite opportunément de la crise capitaliste pour faire payer l'addition à ceux qui ne supportent pas la concurrence. Dans ce cas, « laboratoire » relève d'un usage métaphorique, a affaire à un vieux schéma, connu et reconnu. Ou bien dans les parages d'une crise capitaliste de très grande ampleur et de la gestion de cette crise, la raison libérale est elle-même sujette à une crise.

La première hypothèse semble plus facilement défendable. Elle est dans la droite ligne de ce que Naomi Klein a décrit sous

1. « C'est un tout autre système que celui par lequel le capitalisme du XVIII^e et du XIX^e siècle s'est constitué et s'est développé, lorsqu'il avait affaire à une population paysanne qui pouvait constituer un perpétuel réservoir de main-d'œuvre. Dès lors que l'économie fonctionne comme elle fonctionne maintenant, dès lors que la population paysanne ne peut plus assurer cette espèce de fonds perpétuel de main-d'œuvre, il faut le constituer sur un tout autre mode. Ce tout autre mode, c'est celui de la population assistée, assistée sur un mode en effet très libéral, beaucoup moins bureaucratique, beaucoup moins disciplinariste qu'un système qui serait centré sur le plein emploi et qui mettrait en œuvre des mécanismes comme ceux de la sécurité sociale. » (M. Foucault, *op. cit.*, p. 212-213).

le nom de « *capitalisme du désastre* ». Dans le cadre de cette hypothèse, la Grèce subit un *traitement de choc* tel que Friedman lui-même l'a théorisé : il s'agit de profiter des traumatismes collectifs pour opérer des grandes réformes sociales. Cette interprétation suppose une continuité historique : au fond, il s'agit de voir le même modèle entre, par exemple, le traitement de choc au Chili de Pinochet (première grande expérience des *Chicago boys*), les méthodes extrêmes utilisées en Irak ou les réformes à la Nouvelle-Orléans suite au traumatisme de l'ouragan Katrina. Cela veut dire qu'avec la gestion de la « crise grecque », il n'y a rien de nouveau. Bonne nouvelle, pas de nouvelles. Le néolibéralisme est juste en train de mener encore une de ses expériences auxquelles il nous a habitués depuis, en gros, les années 70-80 et cette « fin de l'Histoire ». Deuxièmement, cette hypothèse suppose que ce néolibéralisme version *Chicago boys* qui consiste à « profiter de la crise », il arrive à le faire quelles que soient l'échelle et la nature de la crise et donc du traumatisme. Il peut profiter d'un ouragan, d'un coup d'État, mais aussi... de la plus grande crise capitaliste depuis 1929. Dans ce sens, la crise capitaliste actuelle n'affecte en rien le libéralisme comme gouvernementalité, voire elle le renforce puisqu'elle devient une « occasion » pour relancer le même type de laboratoire. Bonne nouvelle, pas de nouvelles.

La deuxième hypothèse est celle d'un laboratoire non pas métaphorique, mais réel. Pourtant, l'hypothèse d'une crise du libéralisme ne veut absolument pas dire que la gouvernementalité libérale est mise en échec ou que sa défaite approche. Presque objectivement. Il y a eu d'autres crises du libéralisme dans l'histoire, et il s'en est très bien sorti. Cela veut dire tout simplement qu'une transformation réelle est en train de s'élaborer, qu'on n'est pas dans la continuité de ce que nous savons déjà. Les nouvelles sont toujours des mauvaises nouvelles.

Le libéralisme dans son intelligibilité propre est quelque chose de ce genre : la *raison du moindre État* à l'intérieur et comme principe organisateur de la raison d'État. Le *contrat social à l'envers* de l'Union européenne a poussé cette logique à un point limite. Avec la crise capitaliste et l'explosion des

dettes souveraines, un joueur-État se trouve exclu du jeu. Dès lors, cette question se pose à la gouvernementalité néolibérale : à l'intérieur d'une zone de concurrence non faussée, non pas comment l'État doit intervenir, mais comment intervenir pour « sauver » un État. À condition d'entendre dans ce sauvetage non pas un plan, mais une série des mesures formelles et des réajustements formels.

La Grèce est aujourd'hui un véritable laboratoire pour la raison néolibérale au sens où il s'agit d'expérimenter s'il est possible de traiter un État comme on traite un « assisté », s'il est possible de sortir de la véritable crise (la crise économique du capitalisme et non pas la « crise grecque ») par une espèce d'assistanat pour État sans intervenir sur le jeu de la concurrence. Le problème, c'est que ça ne marche pas. Ni, évidemment, pour la Grèce, ni pour les peuples, ni pour les chômeurs. Les « mesures » ne sont pas suffisantes pour retrouver un certain niveau de profit.

Peut-être les deux hypothèses ne s'excluent-elles pas l'une l'autre. Dans un premier temps, la raison néolibérale a essayé de gérer la crise selon ses vieilles recettes, selon ses mêmes principes idéologiques. Mais la crise économique réelle se creuse, elle n'est pas localisée, elle est mondiale. Ce n'est pas juste l'Europe et son contrat social à l'envers qui risquent la rupture. L'atelier chinois est en perte de profits, l'économie américaine souffre, la « communauté internationale » prie les dirigeants européens de trouver une solution.

Le capitalisme du désastre, théorisé par Klein, renvoie à une gouvernementalité qui consiste à profiter des crises. Les situations « anormales », au lieu d'être une menace, constituent la meilleure occasion pour imposer des réformes qui, en période normale, ont du mal à passer. Mais est-ce que tout ce qui se passe actuellement est déductible d'une stratégie de choc dans laquelle, au fond, le libéralisme apparaît en pleine maîtrise de la situation ?

Le capitalisme et le libéralisme, c'est un peu comme le roi et son ministre. Durant ce long et interminable Thermidor de « la fin de l'Histoire », le roi n'a plus d'ennemi et le ministre

promène son arrogance à droite, à gauche. Les « crises » ne sont pour lui que des accélérateurs de son entreprise. Il me semble en revanche qu'actuellement le ministre est inquiet. Ce qui ne veut pas dire que le roi va tomber ni que la guillotine est dressée. Mais l'idée que nous nous faisons de la situation est très importante : plutôt que de ruminer le même récit défaitiste, il faut traverser le fantasme d'un libéralisme surpuissant qui maîtriserait absolument ses gestes et générerait la crise présente.

Crise du libéralisme et processus de fascisation

Toute tentative de penser ce qui se passe actuellement en Grèce s'expose non seulement à cette question du « plan de sauvetage » qui n'en est pas un, mais aussi à ce qu'on doit appeler un *processus de fascisation*. Et sur ce point, se nouent peut-être la crise du libéralisme avec la décroissance effective de la gouvernementalité d'État.

Durant la séance du 7 mars 1979, Foucault lance l'idée selon laquelle ce n'est pas l'excroissance de l'État ou un excès de son interventionnisme et de ses planifications qui conduisent à l'État totalitaire. Contre le grand fantasme de l'État paranoïaque et dévorateur qui tend à devenir totalitaire, c'est plutôt, pour Foucault, la décroissance de la gouvernementalité d'État qui est à l'origine de l'État fasciste. Plus fondamentalement encore, pour lui, ce qu'on voit apparaître dans nos sociétés du xx^e siècle, c'est une décroissance effective de l'État. Et il soutient que cette décroissance a pris deux formes : d'un côté, la gouvernementalité libérale, et de l'autre, la gouvernementalité de parti. Ainsi, pour Foucault, l'origine de l'État fasciste ne se trouve pas dans la gouvernementalité étatisante ou étatisée que l'on voit naître au xvii^e et au xviii^e siècle, il faut le chercher plutôt du côté d'une gouvernementabilité non étatique, et plus particulièrement dans la gouvernementalité de parti.

Dans le « laboratoire grec » l'excès de libéralisme aménage la place du parti fasciste. Le processus de décroissance de l'État que la « thérapie » impose vient se doubler d'un processus de fascisation. Et il faut peut-être s'attendre à ce que la fascisation

fasse aussi son laboratoire. En tout cas, entre la démocratie des banquiers en novembre 2011 et l'entrée de l'Aube dorée au parlement à la suite des élections de 2012, il y a un lien étroit.

Par une ironie dont l'histoire seule a le secret, en ce début du ^{xxi}^e siècle le problème de type grec frappe à la porte de notre rationalité « critique » : alors que nous disposons des outils pour critiquer l'État et ses appareils, les coordonnées du combat changent. La gouvernementalité libérale et sa « raison du moindre État », les mouvances anarcho-autonomes, l'hypothèse du communisme en son « dépérissement de l'État », à partir d'horizons extrêmement nombreux et divers, d'une certaine manière ou d'une autre, tous convergent vers une critique de l'État. De même, sur le plan philosophique, la pensée contemporaine de la formation du « sujet » s'appuie sur la coercition d'État. Cette critique omniprésente est polymorphe de l'État, cette *monnaie critique inflationniste* dont parle Foucault, s'accompagne d'un processus réel de décroissance de l'État au profit d'autres instances non moins coercitives, mais qui demandent de nouveaux outils, de nouvelles stratégies.

Pendant longtemps l'État constituait la figure de l'ennemi ; le problème de type grec est une interruption traumatique qui ouvre une brèche dans nos réseaux symboliques. En 2009, dans son ouvrage consacré à la débâcle financière de 2008, Zizek pointe que les coordonnées du combat ont changé : « *l'ennemi n'est plus l'État qu'il faut saper à partir de son point de torsion symptomale, mais un flux d'autorévolution permanente.* ¹ » Il ne s'agit évidemment pas pour la pensée émancipatrice de devenir un ami de l'État. Il s'agit d'assumer le processus de décroissance de la gouvernementalité d'État qui est en cours et d'essayer d'opposer à la forme libérale autre chose que la forme du parti fasciste.

La Grèce est un laboratoire.

1. S. Zizek, *Après la tragédie, la farce!*, Paris, Flammarion, 2010, p. 202.